

"L'adhésion suédoise à la Communauté européenne est nécessaire pour l'industrie" dans Revue du Marché commun et de l'Union européenne (Juin 1992)

Légende: En juin 1992, Magnus Lemmel, directeur général de la Fédération des industries suédoises, analyse dans le mensuel Revue du Marché commun et de l'Union européenne les conséquences économiques d'une éventuelle adhésion de la Suède à l'Union européenne.

Source: Revue du Marché commun et de l'Union européenne. dir. de publ. Epstein, Geneviève ; Réd. Chef Vignes, Daniel. Juin 1992, n° 359. Paris: Les Éditions Techniques et Économiques.

Copyright: (c) Les Éditions Techniques et Économiques, 3, rue Soufflot 75005 Paris

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_adhesion_suedoise_a_la_communaute_europeenne_est_necessaire_pour_l_industrie"_dans_revue_du_marche_commun_et_de_l_union_europeenne_juin_1992-fr-fc865297-13e5-403a-bcda-26e6b0a624ac.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

L'adhésion suédoise à la Communauté européenne est nécessaire pour l'industrie

PAR MAGNUS LEMMEL

Directeur général de la Fédération des Industries suédoises

L'adhésion de la Suède à la Communauté européenne constitue un objectif hautement prioritaire de l'industrie suédoise. La raison n'en est pas la croyance que toutes les entreprises industrielles vont gagner à cette adhésion. L'industrie suédoise veut entrer dans la Communauté parce que nous sommes persuadés que c'est un préalable ouvrant à l'industrie dans son ensemble la possibilité de connaître un développement réel. De même, il nous est difficile dans l'industrie d'accepter que l'avenir de l'Europe se fasse sans la participation suédoise : aussi bien économiquement que culturellement, la Suède est une partie intégrante de l'Europe. Par ailleurs, le développement révolutionnaire de l'ancienne Union soviétique et de l'Europe de l'Est a créé les conditions requises en matière de politique de sécurité qui permettent également notre intégration politique à l'Europe.

De grands groupes industriels suédois ont durant de longues années connu une réussite exceptionnelle sur le marché international. Pendant la phase de restructuration accomplie par l'industrie européenne en vue de sa préparation au 1^{er} janvier 1993, un rôle prépondérant a été joué par les entreprises suédoises. En 1990, année où culminaient les investissements suédois directs en Europe, les achats suédois d'entreprises se sont élevés à environ 90 milliards de couronnes, ce qui veut dire que des entreprises suédoises étaient impliquées cette année-là dans 25 pour cent du volume total des acquisitions transfrontières d'entreprises en Europe. Simultanément à cette offensive des entreprises suédoises en Europe, on assista à un rétrécissement de la base industrielle en Suède. Alors que la production industrielle au sein de la Communauté, de 1985 à 1991, progressa de 15 pour cent, la production industrielle suédoise connut une régression de 5 pour cent. Depuis deux ans, le développement industriel de la Suède n'est pas loin de ressembler à une chute libre.

Pourquoi une industrie qui a témoigné de tant de vigueur en Europe fait-elle état d'un développement aussi faible à l'intérieur de ses propres frontières ? Il y a à cela trois explications qui sont en partie liées : un espace insuffisant à l'expansion en Suède, un mauvais climat industriel et l'incertitude quant à la future relation de la Suède avec la Communauté européenne.

Espace insuffisant à l'expansion

Au début des années quatre-vingts, le niveau des coûts de production, par suite du taux élevé de l'inflation suédoise, avait placé l'industrie dans une situation intenable. Les dévaluations de la couronne suédoise en 1982 et 1983 rétablirent la compétitivité et donnèrent à l'industrie une forte impulsion à la croissance. Assez vite cependant, il se révéla que l'économie suédoise devait connaître des problèmes de goulots d'étranglement. Des entreprises suffisamment compétitives pour accroître leurs parts de marché voyaient l'expansion de leurs activités en Suède entravée par le manque de main-d'œuvre. La concurrence au sujet de la main-d'œuvre poussait les salaires à la hausse, entraînant un relèvement des prix destiné à compenser l'accroissement des coûts salariaux. Les améliorations temporaires de bénéfices généraient des disponibilités financières qui permettaient d'accroître les investissements à l'étranger, seule possibilité raisonnable d'expansion qui s'offrait, de fait, à de nombreuses entreprises.

Les problèmes de capacité de l'économie suédoise auraient pu être résolus par une réduction du secteur public. Mais aucune tentative ne fut faite dans ce sens et les problèmes s'aggravaient par le faible accroissement de l'offre de travail et un développement de productivité de la main-d'œuvre qui stagnait entièrement à la fin des années 80.

Mauvais climat industriel

La tendance de l'industrie suédoise à se développer à l'étranger et non pas en Suède était encore renforcée par le mauvais climat industriel. L'industrie à base de bois grande consommatrice d'énergie, qui avait été largement favorisée par les dévaluations, se trouvait pendant une grande partie des années 80 sous la menace aiguë d'un arrêt du programme nucléaire et de la pénurie d'énergie. Le développement des alternatives

réalistes au nucléaire, force hydraulique et houille, fut bloqué par des impératifs écologiques.

De fortes augmentations d'impôts et des menaces de socialisation partielle freinaient la volonté de nombre d'entreprises de s'engager durablement en Suède. Le taux de l'impôt, c'est-à-dire le total des impôts par rapport au PNB, est passé de 50 pour cent au début de la décennie à 56,6 pour cent en 1989. Une multitude d'impôts nouveaux furent créés qui frappaient directement les entreprises industrielles.

La surchauffe du marché du travail en même temps qu'un absentéisme élevé pesaient sur le développement de la productivité et firent que l'industrie suédoise, qui occupait jusqu'au milieu des années 70 une position de tête parmi les pays de l'OCDE en matière d'accroissement de productivité, se retrouvait en queue du peloton. De 1960 à 1973, la productivité de l'industrie suédoise augmentait en moyenne de 6,4 pour cent par an. Entre 1973 et 1987, cet accroissement était tombé à 2,6 pour cent. Depuis, l'accroissement de productivité n'a pas même atteint 1 pour cent par an.

Les investissements à caractère infrastructurel diminuaient pendant toute la décennie des années 80. C'est ainsi que la construction de routes nationales se réduisait à 20 pour cent de son volume du début de la décennie. Des décisions relatives à de grands projets qui intéressaient l'industrie au plus haut point comme par exemple une jonction fixe avec le Danemark, furent constamment remises à plus tard. La formation de la main-d'œuvre pour l'industrie n'était pas en phase avec la demande, ce qui entraîna entre autres une grave pénurie de techniciens compétents.

Le niveau élevé des taux d'intérêt en raison de la poussée inflationniste et de la pénurie de capital-risque freinait la création d'entreprises et la croissance des petites et moyennes unités. Bien que les ressources consacrées à la R&D étaient en nette progression dans le secteur de l'entreprise, la croissance de l'industrie des technologies de pointe était faible à l'échelle internationale. L'exploitation des résultats de la recherche se faisait en grande partie à l'étranger, la Suède ayant un excédent net croissant au niveau du commerce des licences.

Une adhésion de la Suède à la Communauté européenne pourrait-elle alors inverser la tendance déclinante de l'industrie suédoise ? Bien sûr que non ! L'adhésion en elle-même ne résout pas les problèmes de la Suède — c'est à nous-mêmes de les résoudre. Mais l'adhésion à la CE apporte les conditions externes qui permettront de venir à bout de ces problèmes.

Incertitude au sujet de l'adhésion suédoise à la Communauté

La demande suédoise d'adhésion à la CE a été déposée le 1^{er} juillet 1991. Jusque-là, l'industrie suédoise se trouvait dans une incertitude quasi totale sur la future relation de la Suède avec la CE. Les négociations sur l'Espace économique européen étaient en cours, mais leur résultat final restait entouré de brouillard. Un accord EEE n'a jamais non plus été envisagé par l'industrie comme une solution définitive. Pour nombre d'entreprises, la conséquence évidente de cette situation était de s'établir dans les frontières de la Communauté afin de minimiser ainsi les risques de discrimination.

De 1981 à 1990, les investissements suédois directs opérés dans la CE se trouvèrent multipliés par trente. La seule industrie du bois a procédé à des acquisitions d'entreprises en Europe pour 30 milliards de couronnes au cours des cinq dernières années et possède maintenant des usines en 160 localités en Europe.

Cette évolution impliquait une situation radicalement nouvelle pour la Suède. Comparée au plan international, l'industrie suédoise avait une structure dominée par les grandes entreprises. Ces grands groupes internationalisés ont assuré plus de la moitié de l'emploi et des exportations et pourvu à plus de 90 pour cent des dépenses de R&D de l'industrie suédoise. Leur développement a gouverné tout le développement industriel suédois. Que ces entreprises aient transféré une partie de plus en plus importante de leur potentiel d'expansion en Europe signifiait que la base industrielle suédoise était en passe de s'effriter.

L'établissement croissant d'entreprises en Europe aurait certainement eu lieu indépendamment de la future relation de la Suède avec la CE. Mais il s'était fait maintenant de manière extrêmement rapide et étendue et

parallèlement à un faible développement en Suède. Compenser cette évolution par une croissance plus forte des petites et moyennes entreprises est certes nécessaire, mais impossible à court terme. Il faut que chez les grandes entreprises industrielles se produise un changement dans l'orientation de leur expansion pour que l'industrie suédoise puisse continuer à assurer la base du bien-être suédois. Il semble d'ailleurs qu'un tel changement d'orientation a bien eu lieu en 1991.

Adaptation de la politique économique

Jusqu'au milieu des années 70, le développement économique suédois était extrêmement positif à l'échelle internationale. Seul le développement japonais, dans une perspective un peu plus lointaine, peut rivaliser avec lui jusqu'à cette époque. Depuis, le développement économique suédois s'est caractérisé par des crises récurrentes. Ces crises ont été dues en grande partie à l'incapacité de mener une politique économique qui même chez les hommes politiques fasse l'objet d'un assentiment quasi général. Divers groupes de pression et coalitions politiques ont bloqué la réduction des activités publiques et des impôts ainsi qu'une amélioration de l'environnement industriel, dont toutes les analyses sérieuses attestent qu'elles sont nécessaires. Un redressement de la courbe du développement économique n'a donc pas eu lieu. Il y avait bien chez les hommes politiques, comme dernière issue à la situation, l'idée de rétablir au moins temporairement la compétitivité et la croissance par le recours aux dévaluations. Et ce sont les dévaluations qui ont si fortement contribué à masquer les véritables problèmes de l'industrie.

Le seul moyen de fermer définitivement la voie aux dévaluations consiste à adhérer à la Communauté. Ce n'est qu'à ce moment-là que les responsables politiques seront contraints à la modération en matière de dépenses publiques et à la fermeté dans la lutte contre l'inflation afin que la compétitivité puisse se rétablir par une adaptation interne.

Ce changement de cours de la politique économique, qui avait déjà été amorcé par le gouvernement social-démocrate et que le nouveau gouvernement non socialiste accomplit maintenant avec énergie, est loin d'être indolore pour l'industrie suédoise. Nous comptons que l'industrie devra avoir perdu 200.000 emplois et réduit sa production de 20 pour cent avant que le développement ne reparte dans la bonne direction. Le processus déflationniste que l'économie suédoise traverse actuellement avec le passage à un taux annuel d'inflation de 3 pour cent ou moins est nécessaire. Mais c'est malheureusement l'industrie qui devra supporter l'essentiel du fardeau de l'adaptation.

Adaptation du climat industriel

En même temps que l'économie suédoise a commencé de s'adapter à un rythme d'inflation moins élevé, il s'est produit une nette amélioration du climat industriel.

Le taux de l'impôt en Suède continue certes de figurer dans une classe à part, mais la situation fiscale des entreprises s'est considérablement améliorée. Le régime fiscal des sociétés suédoises est maintenant l'un des plus avantageux de toute la zone OCDE. L'impôt sur la fortune a été notablement diminué pour les entrepreneurs et celui du capital est en cours de réduction. Des modifications fiscales sont prévues en vue d'encourager l'apport de capital-risque dont ont besoin les petites entreprises et spécialement les entreprises nouvelles se consacrant aux technologies de pointe. Les fonds de salariés, dans lesquels de nombreux entrepreneurs voyaient une menace de socialisation, sont liquidés. Quant aux entreprises nationales, leur vente vient d'être commencée.

Dans le domaine des infrastructures, les investissements s'accroissent et une décision a été prise au sujet d'un pont sur l'Oresund. D'importantes ressources vont être affectées au secteur de l'éducation. La menace imminente d'un arrêt du programme nucléaire a été écartée par un accord entre les grands partis politiques.

Une réforme du régime des assurances sociales suédoises a été engagée. Celle des indemnités journalières a été réalisée et a déjà notablement diminué les congés-maladie avec des effets positifs sur la productivité. Dans le commerce et l'industrie, les mesures visant à accroître la productivité et à élever le niveau de qualité sont au centre des préoccupations.

Ces améliorations du climat industriel en Suède sont nettement liées à une future adhésion à la CE. Les quatre libertés du Marché commun signifient que les ressources iront vers les pays et régions qui sauront offrir le meilleur environnement industriel. S'écarter de façon résolument négative de la « norme européenne » en matière d'environnement industriel ne sera pas possible à la nation qui entend continuer de figurer parmi les nations industrielles évoluées. Le rendement d'un bon climat industriel augmentera naturellement en Suède lorsque nous serons un État membre de la Communauté. En restant en dehors de la CE, il nous aurait été très difficile même avec un bon climat industriel d'attirer les entreprises et les investissements étrangers. Cela nous est maintenant possible et nous enregistrons dès à présent un net accroissement des investissements étrangers directs en Suède.

Possibilités et menaces

Le concept d'intégration implique celui de réciprocité. De la même manière que de nouvelles possibilités s'offriront à nous lorsque nous ferons partie de la CE, de nouvelles possibilités s'offriront aux entreprises de la CE. Lorsque les obstacles au commerce extérieur disparaîtront et qu'il nous sera plus facile de joindre la clientèle continentale, nos concurrents de la CE disposeront de possibilités identiques pour commercialiser leurs produits sur notre marché domestique. Chaque possibilité ainsi créée comporte une image en miroir sous la forme d'une menace et réciproquement.

Les grandes entreprises industrielles suédoises se sont livrées pendant longtemps à une restructuration radicale en vue de leur adaptation au marché commun. Acquisitions d'entreprises étrangères, accords de coopération, fusions d'entreprises et changements du type même de production avaient été nécessaires et ont constitué les éléments saillants de ce processus. Pour les petites entreprises, beaucoup reste encore à faire dans ce domaine. Des sous-traitants dont les activités étaient tournées vers le marché national trouveront un nombre croissant de leurs anciens clients à l'extérieur des frontières de la Suède. Des concurrents étrangers entièrement nouveaux feront leur apparition sur le marché suédois. Nombre de petites entreprises seront éliminées en même temps que d'autres trouveront une situation favorable à leur croissance. Pour survivre, les entreprises de dimension modeste doivent se préparer à internationaliser leurs activités. Elles doivent miser sur la recherche et le développement pour pouvoir disposer de produits suffisamment évolués capables de soutenir une concurrence internationale redoublée. Cela exige des ressources dont les petites entreprises sont souvent dépourvues. Un remède pourrait résider dans une coopération croissante entre groupes de petites entreprises. Mais il faut aussi qu'il y ait la volonté de concevoir ses activités en termes d'expansion. Beaucoup de petites entreprises d'aujourd'hui sont de simples gagne-pain sans grandes ambitions de croissance. Pour de telles entreprises, l'avenir se présente sous un jour pour le moins incertain dans la nouvelle Europe. Ce qu'il faut ici, en d'autres mots, est un changement d'attitude radical.

Au niveau des différents secteurs également, nous assisterons à une restructuration accélérée. Nos désavantages de concurrence au sein de l'industrie à main d'œuvre nombreuse se manifesteront davantage lorsque tous les murs douaniers seront supprimés. Des secteurs qui ont été protégés — et peut-être aussi entravés — par des systèmes de réglementation interne comme par exemple l'industrie du bâtiment et l'industrie alimentaire, vont devoir mesurer leurs forces avec celles de la concurrence étrangère.

Au sein de l'industrie, une claire tendance a longtemps consisté à isoler et à détacher différentes activités partielles au profit de sociétés ou d'installations plus ou moins autonomes. Une installation industrielle est rarement une usine qui avale des matières premières à l'un de ses bouts et recrache des produits finis à l'autre. Certes, de telles formes de production se rencontrent dans l'industrie de transformation, mais jamais dans l'industrie mécanique, où une usine est une unité placée dans un réseau de différents fournisseurs et clients. C'est l'infrastructure qui décide de la capacité fonctionnelle du réseau. Si les communications ne sont pas suffisamment bonnes et sûres, le réseau se disloque et cesse de fonctionner. Si l'infrastructure est bonne, elle attire au réseau de nouvelles entreprises et de nouveaux clients, ce qui améliore encore l'infrastructure.

Au sein de la Communauté, il y a un certain nombre de centres d'expansion qui exercent une très forte attraction sur les entreprises. De nombreux pays ont eu comme objectif de créer de tels centres auto-générateurs d'expansion. Il est naturel que les entreprises cherchent à s'y établir.

On dit parfois un peu négligemment que la Suède perdra son indépendance politico-économique comme membre de la Communauté européenne. C'est un argument spécieux. Le fait est que la Suède, en raison de sa dépendance internationale et de son intégration de plus en plus poussée dans l'économie aussi bien européenne que mondiale, dispose d'un champ d'action limité pour maintenir sa compétitivité et conserver son bien-être.

Nous avons par contre la liberté d'action — et nous avons commencé à agir très méthodiquement dans ce sens — lorsqu'il s'agit de créer une infrastructure et un environnement industriel qui encouragent l'esprit d'entreprise et attirent l'industrie. Capitaux et main-d'œuvre se déplaceront librement dans la nouvelle Europe et la croissance aura lieu là où le climat industriel est le meilleur. Ce ne sont pas seulement les entrepreneurs de la nouvelle Europe qui sont confrontés à de nouvelles menaces et placés devant de nouvelles possibilités, mais tout autant les nations. Je suis intimement convaincu que la Suède aussi bien que l'économie suédoise sont en mesure d'utiliser ces possibilités.